



### **Les prises de position récentes de hauts leaders du RHDP éveillent notre réflexion.**

En effet, le Chef de l'Etat ivoirien vient de reconnaître qu'en 2 ans et demi d'exercice, il n'a pas pu accomplir sa mission de redressement de l'économie ivoirienne. Partant de cette déclaration que certains qualifient d'aveu d'échec de gouvernance, Monsieur Alassane Ouattara a sollicité un deuxième mandat qui devrait courir à partir de 2015. Il faut donc au Chef de l'Etat ivoirien un septennat pour venir à bout de sa mission (2ans et demi + 5 ans). Pour les observateurs de la vie politique ivoirienne, il serait poussé vers la sortie par la puissance tutélaire, non satisfaite de son action économique et surtout de ses abus en matière de démocratie et de droits de l'homme. Plus étonnant, l'on suppose que son témoin de mariage, l'ex-gouverneur de la BCEAO, ferait l'affaire de la France.

Curieusement, presque dans la même période, Monsieur Charles Konan Banny, Président de la Commission de Réconciliation Ivoirienne, a déclaré qu'il ne renouvellera pas son mandat à la tête de l'institution qu'il dirige actuellement, faute de temps et de moyens. On y a vu également un aveu d'impuissance. Les rumeurs allant bon train, l'on suppose que l'ex-gouverneur de la BCEAO serait sur les starting blot de la présidentielle de 2015 car la France aurait porté son choix sur lui. Plusieurs raisons à cela. D'abord, il a suffisamment d'expérience : il a été Gouverneur de la BCEAO pendant plusieurs années et 1<sup>er</sup> Ministre sous la mandature du Président Laurent GBAGBO. Son carnet d'adresses s'en est renforcé. Ensuite, il est membre du PDCI-RDA, l'une des trois grandes formations politiques ivoiriennes, qui a exercé le pouvoir suprême de l'Etat pendant près de 50 ans. Par ailleurs, il est Akan notamment Baoulé, l'une des trois des ethnies majoritaires du pays. Enfin, il est proche du Président Félix Houphouët Boigny, dont le profil politique est recherché par la France à travers les chefs d'Etat qu'elle positionne en Côte d'Ivoire.

On se serait largement passé de croire aux intentions plus ou moins réelles du Gouverneur Banny, Mais l'alerte lancée aux ivoiriens, surtout aux partisans du PDCI-RDA lors d'une cérémonie officielle par le Président Henri Konan Bédié, notamment son évanouissement relaté par la presse à sensation et les réseaux sociaux, renforce sérieusement l'idée au sein du vieux parti d'envisager sa succession, pendant qu'il est encore temps. Quoique l'on dise, son âge, son état de santé, sa position de « suiveur » au cours de la crise ivoirienne témoignent non seulement contre lui dans ce débat souterrain, mais aussi, militent en faveur d'un nouveau leader du vieux parti. Or, dans les circonstances actuelles, l'ex-Gouverneur de la BCEAO est bien positionné. Cette hypothèse à elle seule suffirait à donner froid dans le dos à HKB, dont Ernesto Djédjé, aux termes d'une chanson qu'il lui avait dédiée, disait qu'il est beau sur scène. Le Gnoatré National est mort et la scène sur laquelle resplendissait HKB, depuis le coup d'Etat de 1999 a évolué. Si cela ne se dit pas haut, le PDCI-RDA commence à cogiter. Il se remet en cause, en interne, avec sa jeunesse en pointe qui veut se dégager du poids des traditions et avoir son mot à dire sur la crise ivoirienne. Le Gouverneur Banny, jeune parmi les vieux, devient un candidat sérieux, quoique l'on dise. Comme le vieux parti ne verse pas dans le détail, il ne choisit pas son candidat en dehors du V Baoulé. Mais, va – t – il reconduire l'ancien? S'il lui faut opérer un changement à la tête du parti en vue de le positionner pour 2015, l'ex-Gouverneur fera – t – il l'affaire du PDCI-RDA, pour s'aligner sur la position supposée de la France ? Ou alors, va – t – il opter pour le conservatisme ?

Concernant le champ électoral en 2015, relativement aux présidentielles, il est pour l'instant libre pour le RDR et le PDCI-RDA. Si le candidat du RDR s'est déjà positionné, le PDCI se cherche. Il prépare son congrès qui décidera des suites à donner à toutes ces interrogations de succession électorale. Quant au FPI, tétanisé par la crise post-électorale ivoirienne, il n'est qu'au stade de sa reconstitution. L'élection présidentielle de 2015 n'est pas sa priorité. Sa préoccupation est ailleurs. Son fondateur charismatique est en prison à La Haye, ainsi que la plupart de ses principaux collaborateurs. Sans compter sa famille. Le Président du FPI, Monsieur Pascal Affi N'Guessan croupit également en prison. La plus part des prisonniers sont régulièrement en soins à la PISAM. Les va et vient vers cette clinique – prison laisse supposer qu'ils sont sérieusement malades. La Direction actuelle du parti est intérimaire ; elle n'a ni force, ni moyens pour se battre efficacement sur le terrain politique. La jeunesse du FPI est pourchassée dans la région ouest - africaine et, ceux qui sont pris sont transférés manu militari en Côte d'Ivoire, où ils sont emprisonnés sans autre forme de procès. Une autre partie des collaborateurs du Président Laurent Gbagbo, non des moindres, vit en exil dans les pays limitrophes de la Côte d'Ivoire. De ce fait, un peu comme le PDCI – RDA qui, dans les années 40, tira sa légitimité de son programme de suppression des travaux forcés dont souffraient les indigènes et non assimilés de la colonie ivoirienne, contrairement aux partis progressistes de l'époque qui réclamaient l'indépendance, le FPI revendique aujourd'hui le rétablissement de l'état de droit en Côte d'Ivoire. C'est le vœu de sa base. Il attend plutôt des signaux forts du Gouvernement ivoirien notamment la libération du Président GBAGBO, de ses collaborateurs, de sa famille, la restauration des droits de l'homme, l'amnistie générale. Certes, les questions électorales sont importantes à ses yeux. L'ex-parti présidentiel y a mis sa bonne foi en

négociant avec le gouvernement ivoirien sa participation aux dernières élections couplées (municipales, conseils généraux). Mais il a fini par jeter l'éponge, jugeant son interlocuteur de mauvaise foi. Le FPI a donc 2 ans et demi pour se battre sur le terrain des libertés fondamentales. On verra le reste. A défaut d'être en piste, le FPI peut donc devenir une opportunité pour le candidat du PDCI-RDA ? Vu sa majorité silencieuse sur le terrain, le FPI est bien placé pour faire le prochain Président, si « le droit est appliqué », comme le disait le Président Gbagbo depuis La Haye et si un Front FPI-PDCI naît, dans un esprit patriotique.

Concernant la France, le 4<sup>ème</sup> acteur politique ivoirien, sa main est invisible. Mais elle est puissante. Comme disait le Président Ahidjo du Cameroun, l'Afrique francophone est pour l'ex-colonisateur « un échiquier sur lequel elle pousse les pions en fonction de ses intérêts ». Il avait bien vu les choses car le père de l'indépendance du Cameroun, lui – même, n'a pas échappé à cette pratique.

En gros, après avoir pacifié la Côte d'Ivoire du Président Laurent GBAGBO, que réserve la France à celle du Président Alassane Ouattara ? Le Premier Ministre Charles Konan Banny serait-il son tour le nouveau « pion » de la France ? La France se serait-elle servie du nouveau Président ivoirien pour chasser son prédécesseur du pouvoir ? L'histoire de la Côte d'Ivoire, riche en évènements politiques, nous le dira. Pour l'instant, le Gouverneur « Banny » de Londres peut rêver d'une Côte d'Ivoire sous son autorité, contrairement à la Commission de Réconciliation qui lui échappait.

*Toussaint Zogo GOBA Paris, le 4 mai 2013.*